



Jean Zay et le Loiret, terrain d'expériences scolaires



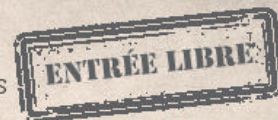
Exposition

26 mai > 10 juillet 2015

Archives départementales du Loiret • 6, rue d'Illiers • Orléans

Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h

02 36 99 25 00 • www.archives-loiret.fr



Faire vivre le patrimoine
www.loiret.fr

Loiret
votre Département 

Remerciements

L'exposition a été réalisée avec de précieux soutiens :

La famille ZAY : qui a confié la médaille commémorative éditée par l'administration des Monnaies et médailles à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la mort de Jean Zay.
Elle a également permis que soient présentées plusieurs photographies issues des archives personnelles de Jean Zay qu'elle a remis aux Archives Nationales.

Les Archives Nationales : qui ont accepté avec libéralité l'utilisation du fonds d'archives qu'elles conservent. (Papiers Jean Zay, référence 667 AP).

Monsieur Lucien GAUTHIER : qui a confié aux soins des Archives départementales les papiers de son père Roger Gauthier, instituteur à Solterre, Saint-Aignan-des-Gués et Traînou.

La Médiathèque départementale du Loiret : qui, par les objets prêtés, rappelle l'action de Jean Zay en faveur de la lecture publique et du développement des bibliothèques mobiles dites « bibliobus ».

Monsieur Jean-Marie FLONNEAU : dont les recherches menées en 1982, à l'occasion de l'exposition Jean Zay et l'œuvre scolaire du Front populaire dans le Loiret, forment le socle de la présente exposition.

Exposition conçue par les Archives départementales du Loiret

Travaux photographiques et de numérisation, mise en scène de l'exposition : Franck Meunier, photographe

Recherches documentaires, rédaction des textes : Karine Pinault, attachée de conservation du patrimoine, Françoise Lemarié, assistante de conservation du patrimoine.

Communication, réalisation des panneaux : Direction de la communication du Conseil départemental du Loiret

Jean Zay et le Loiret, terrain d'expériences scolaires





Jean Zay et le Loiret, terrain d'expériences scolaires

Un hommage national est rendu à Jean Zay
lors du transfert de ses cendres au Panthéon
le 27 mai 2015.

Le Département s'y associe en vous présentant
des documents qui témoignent du lien intime
qu'entretenait Jean Zay avec le Loiret.

La destinée politique de Jean Zay est fulgurante. Député radical du Loiret en 1932, à 27 ans, il est nommé ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts du Front populaire à 31 ans, devenant ainsi le plus jeune ministre de toute l'histoire de la Troisième République.

Il a laissé une œuvre de réformateur exceptionnelle qui a jeté les fondements de notre démocratie culturelle. Il est aussi le premier ministre qui se pose concrètement la question de la démocratisation sociale de l'école.

**Ministre visionnaire, il modernise le système scolaire français.
Il initie aussi la création du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), de l'École nationale de l'Administration (ENA) et du Festival de Cannes.**



Mais cet exceptionnel parcours trouve son ancrage à Orléans et dans le Loiret. Orléanais d'origine, engagé très tôt dans le Parti Radical, Jean Zay fut un député et un conseiller général dynamique, portant haut les valeurs républicaines.

À travers les documents originaux conservés par les Archives départementales, sont tout d'abord illustrés les moments-clés du parcours de Jean Zay tant dans sa vie privée que dans son engagement politique au service du Loiret.

Ce n'est donc pas par hasard que le Loiret sert à expérimenter "l'heure quotidienne" de sport mais aussi d'autres innovations pédagogiques et scolaires promues par un ministre d'avant-garde. Les documents en fournissent plusieurs exemples concrets, mis en œuvre dans les communes du Loiret, grandes ou petites.

Exposition conçue par les Archives départementales du Loiret

Travaux photographiques et de numérisation, mise en scène et montage de l'exposition :
Franck Meunier, photographe

Recherches documentaires, rédaction des textes :

Karine Pinaut, attachée de conservation du patrimoine, Françoise Lemarié, assistante de conservation du patrimoine,
d'après l'exposition et le catalogue réalisés par Jean-Marie Florneau *Jean Zay et l'œuvre scolaire du Front Populaire dans le Loiret (1982)*

Communication :

Direction de la communication du Conseil départemental du Loiret



REPÈRES BIOGRAPHIQUES

Jean Zay (6 août 1904- 20 juin 1944)

1904 – 6 août. Naissance de Jean Zay à Orléans.

1911 – Entrée à l'école primaire du Faubourg Bannier.

1914-1916 – Poursuite de la scolarité primaire à l'école de la rue des Charretiers.

1916 – Certificat d'études.

- Entrée en sixième avec bourse au lycée Pothier.

1922 – Première partie du baccalauréat (Latin, Grec).

- Deuxième accessit de composition française au Concours général.
- Membre des Jeunesses laïques et républicaines.

1923 – Deuxième partie du baccalauréat (section Philosophie).

- Secrétaire de rédaction au quotidien Le Progrès du Loiret.
- Clerc d'avoué.
- Début d'études de droit à l'université de Paris.

1924 – Adhésion à la Fédération du Parti radical et radical-socialiste du Loiret.

1925 – Fondation du Grenier, revue mensuelle d'art, de littérature et de critique avec de jeunes intellectuels orléanais.

1926 – Initiation à la franc-maçonnerie, loge Etienne Dolet d'Orléans (Grand Orient de France).

1928 – Avocat. Inscription au barreau d'Orléans.

1931 – Première participation à un Congrès national du Parti radical (Paris).

1932 – - Le Progrès du Loiret remplacé par La France du Centre.

- 8 mai : 2^e tour des élections législatives. Jean Zay, élu député radical-socialiste de la 1^{ère} circonscription du Loiret contre le député sortant Maurice Berger, démocrate-populaire (484 voix de majorité).

- Secrétaire d'âge de la Chambre des députés.

- Membre de la Commission du commerce et de l'industrie et de la Commission de législation civile et criminelle.

1934 – - « Jeune Turc radical ». Après le Congrès extraordinaire de Clermont-Ferrand, rédaction de l'Appel pour une rénovation du Parti-radical.

- Membre de la commission d'enquête sur les affaires Stavisky.

1935 – - Election au poste de secrétaire de la Chambre des députés.
- Secrétaire de la Commission parlementaire de législation civile et criminelle.

1936 – - 24 janvier – 1^{er} juin – Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dans le second cabinet Albert Sarraut.

- 3 mai – 2^{ème} tour des élections législatives. Jean Zay est réélu député contre Maurice Berger (2161 voix de majorité).

- 4 juin – 10 septembre 1939. Ministre de l'Éducation nationale.

4 juin 1936 – 21 juin 1937 : 1^{er} Ministère Léon Blum.

21 juin 1937 – 13 janvier 1938 : 3^{ème} Ministère Chautemps.

17 janvier 1938 – 10 mars 1938 : 4^{ème} Ministère Chautemps.

13 mars 1938 – 8 avril 1938 : 2^{ème} Ministère Léon Blum.

10 avril 1938 – 10 septembre 1939 : 3^{ème} Ministère Daladier.

1937 – - 14 mars : élu Conseiller général du canton d'Orléans Nord-Est (élection partielle).

- 17 octobre : réélu Conseiller général.

1939 – - 10 septembre : démission de la fonction de ministre pour s'engager volontairement au front.

- De septembre 1939 à mai 1940 : sous-lieutenant dans la IV^{ème} armée (au train).

1940 – - 20 juin : Embarquement à Bordeaux à bord du Massilia pour le Maroc, sur ordre du Gouvernement.

- 15 août : Arrestation au Maroc sur ordre du Gouvernement pétainiste sous le prétexte d' « abandon de poste et désertion en présence de l'ennemi ».

- 4 octobre : Condamnation, à Clermont-Ferrand, à la déportation simple et à la dégradation militaire par le tribunal militaire permanent de la 13^{ème} division militaire aux ordres de Vichy.

- 10 août – 4 décembre : Prisonnier à la prison militaire de Clermont-Ferrand.

1941 – - 4 décembre 1940 – 7 janvier 1941. Prisonnier au fort Saint-Nicolas à Marseille.

- 7 janvier 1941 – 20 juin 1944 : Prisonnier à la maison d'arrêt de Riom.

1944 – 20 juin : Assassiné par des miliciens.

1945 – - 22 juin : Solennel hommage à Jean Zay, rendu par l'Assemblée consultative provisoire.

- 5 juillet : Arrêt de la Cour d'Appel de Riom annulant la condamnation inique du 4 octobre 1940 et réhabilitant Jean Zay.

JEAN ZAY ET LE LOIRET, TERRAIN D'EXPERIENCES SCOLAIRES

Jean Zay l'Orléanais

- 1- L'homme
- 2- L'élus
- 3- Assassinat et postérité
- 4- Le ministre de l'Education nationale et des Beaux-arts

Le Loiret, terrain d'innovations scolaires

1- Education physique obligatoire

*Aménagement de terrains de sports
L'exemple de l'école des Aydes*

2- Soutien à la création de cantines

3- Expérimentation de classes d'orientation

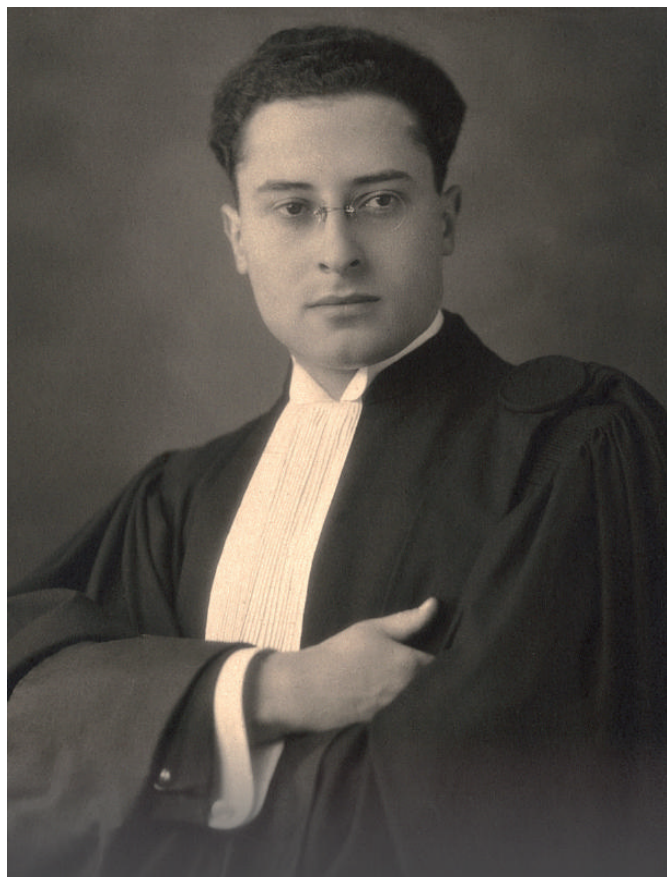
4- Activités post-scolaires

*Le développement des colonies de vacances
Le bibliobus*

5- L'ouverture de l'école sur la vie

*Les voyages scolaires
Les activités dirigées*

Jean Zay l'Orléanais



Jean Zay l'Orléanais

(6 août 1904 - 20 juin 1944)

Jean Élie Paul Zay naît à Orléans le 6 août 1904, dans une famille aux ascendances beauceronne et alsacienne. Ses grands-parents paternels, juifs alsaciens, optent pour la nationalité française en 1871 et s'installent à Orléans. Ses grands-parents maternels, les Chartrain et Maingourd, de lignée protestante, sont originaires de Beauce. Son père, Léon Zay, né à Orléans en 1874, est journaliste puis rédacteur en chef du *Progrès du Loiret*, journal radical de gauche. Sa mère, Alice Chartrain, née en 1879, est institutrice. Sa sœur, Jacqueline, futur sculpteur, naît en 1905.

Brillant écolier à l'école primaire de la rue des Charretiers puis lycéen boursier au lycée Pothier, il milite dans les

« Jeunesses laïques et républicaines » (J.L.R). Élevé dès son plus jeune âge dans l'atmosphère du journal de son père, Jean Zay montre très vite du goût pour l'écriture. En 1925, il rejoint d'ailleurs un groupe de jeunes intellectuels, amis de lycée, pour fonder le *Grenier*, revue mensuelle d'art, de littérature et de critique. Le 30 mars 1931, au temple d'Orléans, il épouse Madeleine Dreux, une jeune fille qu'il connaît depuis son enfance. Deux filles naîtront de cette union en 1936 et 1940.



Très tôt, ardent républicain, il adhère à la fédération du Parti Radical du Loiret. Devenu journaliste à la plume vive et acerbe, avocat de talent à l'éloquence reconnue, Jean Zay est élu le 8 mai 1932 à 27 ans député radical-socialiste de la première circonscription du Loiret. Lors de cette campagne, il fait l'objet de violentes attaques antisémites dans la presse d'extrême-droite.



L'exceptionnel parcours politique qui suivra est indiscutablement lié à cet ancrage loirétain.

Il est naturellement réélu le 3 mai 1936 à Orléans, au nom du Front Populaire, et restera député du Loiret jusqu'à la fin de la Troisième République. Le 14 mars 1937, il devient également conseiller général du canton d'Orléans Nord-Est lors d'une élection partielle pour remplacer Louis Gallouédec qui vient de décéder. Il est réélu conseiller général le 17 octobre 1937.

Le 4 juin 1936, Léon Blum nomme Jean Zay Ministre de l'Éducation nationale.

Engagé volontaire dès la déclaration de guerre, il s'embarque avec d'autres membres du gouvernement et parlementaires sur le *Massilia* en juin 1940. Arrêté comme déserteur, le gouvernement de Vichy le condamne, en octobre 1940, à la déportation à perpétuité. Emprisonné à Riom, il est assassiné par des miliciens, le 20 juin 1944. Dès août 1945 il est réhabilité par l'annulation de son procès.



1-L'homme

Vitrine 1

Léon Zay devant le Progrès du Loiret, s.d.
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Acte de naissance de Jean Zay, 6 août 1904
(Arch. dép. du Loiret, 7E 234/49)

La famille Zay. Jean et Jacqueline posant en arrière-plan, 19 mai 1919
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Jean Elie Paul Zay naît à Orléans le 6 août 1904, dans une famille aux ascendances beauceronne et alsacienne. Ses grands-parents paternels, juifs alsaciens, optent pour la nationalité française en 1871 et s'installent à Orléans. Ses grands-parents maternels, les Chartrain et Maingourd, de lignée protestante, sont originaires de Beauce. Les parents de Jean Zay habitent à Orléans, au 4 rue Jean Hupeau, mais Jean Zay naît dans la maison de ses grands-parents maternels, 19 rue du Parc (actuellement 29 rue du Parc).

Son père, Léon Zay, né à Orléans en 1874, est journaliste puis rédacteur en chef du Progrès du Loiret, journal radical de gauche, qui deviendra la France du Centre en 1927. Sa mère, Alice Chartrain, née en 1879, est institutrice. Elle n'exercera sa profession que pendant la Première Guerre Mondiale, lorsque son mari sera sous les drapeaux. Sa sœur, Jacqueline, futur sculpteur, naît en 1905. Mariée à Jacques Bardin le 7 avril 1936, elle décèdera à Paris le 15 septembre 1936 sans laisser d'enfant.

Photo de classe au lycée Pothier d'Orléans. Jean Zay au 2^e rang, le 3^e en partant de la droite, 1921-1922

(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Publication des remises de prix du lycée Pothier, 1922
(Arch. dép. du Loiret, 198 W 45210)

Brillant écolier à l'école primaire de la rue des Charretiers puis lycéen boursier au lycée Pothier, il y fonde un journal lycéen. Il obtient un prix de composition de littérature française au Concours général de 1922.

Les Jeunesses Laïques et Républicaines en congrès, à l'Hôtel Groslot d'Orléans, 1928
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Dès le lycée, Jean Zay se passionne pour la politique et, à sa majorité, il adhère à la fédération du Parti radical du Loiret. En 1928, au retour de son service militaire, il ressuscite la section d'Orléans des Jeunesses Laïques et Républicaines (J.L.R), dont il devient le

président. Cette organisation, très à gauche, jeune et ouverte, dont les membres sont socialistes et radicaux, restera pour lui une base militante de prédilection. Il fréquente les cercles républicains, devient membre de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, responsable de la Ligue de l'enseignement et se fait initier à la loge maçonnique Étienne Dolet en 1926.

Le Grenier, revue mensuelle d'art, de littérature et de critique, n°4, juin 1925 et n°8, octobre 1925
(Arch. dép. du Loiret, BH R 586)

Elevé dès son plus jeune âge dans l'atmosphère du journal de son père, Jean Zay montre très vite du goût pour l'écriture. Pour payer ses études de droit, il devient clerc d'avoué et secrétaire de rédaction au Progrès du Loiret.

En avril 1925, il rejoint un groupe de jeunes intellectuels, amis de lycée (René Berthelot, Roger Secrétain, Charles Leroy et Pierre Beaujard), pour fonder le Grenier, revue mensuelle d'art, de littérature et de critique, illustrée par sa sœur Jacqueline. Après 18 numéros, cette revue littéraire orléanaise deviendra Le Mail, co-dirigé par Marcel Abraham, futur directeur de cabinet de Jean Zay, et Roger Secrétain (futur fondateur de La République du Centre et plus tard maire d'Orléans) pour dix-sept numéros.

Portrait de Jean Zay en toge d'avocat, vers 1930
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Inscrit au barreau d'Orléans en 1928, le jeune avocat de talent s'illustre dans deux procès d'assises difficiles et plaide au civil. Il fait acquitter successivement en 1929 Etienne Driard et en mars 1931 Gaston Gruslin, tous deux assassins de l'amant de leurs femmes. Son cabinet est rapidement un des plus actifs de la ville. Il plaide de plus en plus comme avocat d'associations professionnelles et syndicales, et maintiendra cette activité, une fois élu député.

Faire-part de mariage entre Jean Zay et Madeleine Dreux, 30 mars 1931
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 56)

Enregistrement du contrat de mariage entre Jean Zay et Madeleine Dreux, 26 mars 1931
(Arch. dép. du Loiret, 1101 W 88667)

Le 30 mars 1931, au temple d'Orléans, il épouse Madeleine Dreux, une jeune fille d'une famille protestante bien connue d'Orléans, qu'il connaît depuis son enfance. Deux filles naîtront de cette union en 1936 et 1940.

2- L'élu

Elections législatives. Profession de foi de Jean Zay, 24 avril 1936
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25720)

Elections cantonales. Avis du préfet sur la présentation d'un second mandat du candidat Jean Zay, 3 avril 1937
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25723)

Photographie officielle du député Jean Zay, 1932
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Jean Zay est élu le 8 mai 1932, à 27 ans, député radical-socialiste de la première circonscription du Loiret en bénéficiant de voix socialistes et communistes. Lors de cette campagne où il affronte le député sortant Maurice Berger, riche industriel soutenu par l'ensemble des droites, il fait l'objet de violentes attaques antisémites dans la presse d'extrême-droite, notamment dans Le Journal du Loiret.

« Jeune Turc » du parti radical, Jean Zay se situe à la gauche de la famille radicale et s'affirme comme l'un des rénovateurs du radicalisme et l'un des agents du retour des radicaux-socialistes vers la gauche, avec Pierre Cot, Pierre Mendès-France... En 1935, le parti radical rejoint les socialistes, les communistes et les intellectuels antifascistes dans le Rassemblement Populaire. Jean Zay participe ainsi, aux côtés de Léon Blum et de Maurice Thorez, à la grande manifestation unitaire du 14 juillet 1935, organisée à Paris. C'est tout naturellement que Jean Zay, devenu en janvier 1936 sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, est réélu député du Loiret, en mai 1936, au nom du Front populaire. Il restera député du Loiret jusqu'à la fin de la Troisième République. Le 14 mars 1937, il devient également conseiller général du canton d'Orléans Nord-Est lors d'une élection partielle pour remplacer Louis Gallouédec qui vient de décéder. Il est réélu conseiller général le 17 octobre 1937.

Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans avec le président Albert Lebrun et Eugène Turbat, sénateur du Loiret, 7 mai 1937
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Inauguration de la salle des fêtes de Vitry-aux-Loges, 27 novembre 1932, photo de groupe devant la mairie
(Archives communales de Vitry-aux-Loges, fonds déposé, 21 O Suppl. 1D13)

Ambassadeur de sa circonscription, en étroite relation avec les maires, les associations et les syndicats, il reste très présent au Parti radical et aux Jeunesses Laiques et Républicaines (J.L.R). Plusieurs photos témoignent de sa présence dans le département lors d'inaugurations officielles.

Le 18 octobre 1936, la Fédération radicale du Loiret organise un « grand banquet populaire pour fêter la victoire du Front populaire du 3 mai 1936 et la réélection de Jean Zay ». Avec Léon Blum y assistent cinq ministres, quatre sous-secrétaires d'Etat, cinq sénateurs et seize députés. C'est l'apogée politique de Jean Zay dans son département

Médaillier

Inauguration de la salle des fêtes de Vitry-aux-Loges, 27 novembre 1932
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Inauguration de la salle des fêtes de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, 6 juin 1938
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Vitrine 2

3- Assassinat et postérité

« Epilogue d'un incident », article paru dans La France du Centre, 20 mars 1934
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25723)

Jean Zay subit de nombreuses attaques dans la presse, la plus connue concernant un pastiche écrit dans sa jeunesse au sujet du drapeau français. Publié par ses adversaires comme s'il était authentique, il oblige le député à écrire un démenti. La France du Centre, qui a pris la suite du Progrès du Loiret en 1927, mentionne un repentir du journal La Victoire « Nous déclarons [...] nettement que si nous avons connu la nature exacte du document en question, nous nous serions abstenu de le publier et nous nous excusons de l'avoir fait. »

Etat signalétique et des services de Jean Zay (classe 1924, matricule 1274) rédigé avant l'annulation de son procès et sa réhabilitation en 1945
(Arch. dép. du Loiret, 1 R 114939)

« Jean Zay, 1904-1944, Mort pour la France » Médaille commémorative éditée à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la mort de Jean Zay, Marcel Gili, 1954, recto
(Collection privée - Famille Jean Zay)

Coupures de presse concernant Jean Zay, extraites de la revue de presse constituée par l'instituteur Roger Gauthier, 1945
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 56)

Engagé volontaire dès la déclaration de guerre, il embarque avec d'autres membres du gouvernement et parlementaires sur le Massilia en juin 1940. Arrêté pour désertion devant l'ennemi, le gouvernement de Vichy le condamne, en octobre 1940, à la déportation à perpétuité. Emprisonné à Riom, il est assassiné par des miliciens, le 20 juin 1944. Dès août 1945 il est réhabilité par l'annulation de son procès.

4- Le ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts

Vitrine 3

Jean Zay, à son bureau, ministre de l'Éducation Nationale, et Marcel Abraham, directeur de son cabinet. S.d . (n° 160)
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Article paru dans Le Républicain du 16 mars 1937, portant sur la réforme de l'enseignement
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25723)

Schéma de la réforme de l'organisation de l'enseignement
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Visite d'une école et de son mobilier scolaire. S.d. (n° 254)
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

« L'école d'abord ». Médaille commémorative éditée par l'administration des Monnaies et médailles à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la mort de Jean Zay, Marcel Gili, 1954, verso
(Collection privée - Famille Jean Zay)

Jean Zay est ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts durant 40 mois sous 5 gouvernements successifs, de juin 1936 à septembre 1939. Doué d'une grande puissance de travail il s'entoure de collaborateurs comme Marcel Abraham, ancien professeur au lycée Pothier. A son apogée, en 1937, il a sous sa responsabilité les domaines de l'Éducation nationale, des Beaux-Arts, de la Recherche, des Sports et des Loisirs, dans un grand ministère avec 3 sous-secrétaires d'État.

Pour faire face à la crise du système éducatif, Jean Zay conçoit rapidement un vaste plan de réforme générale de l'enseignement. Il élabore ainsi un projet simple et cohérent qui organise la scolarité en degrés successifs. Déposé le 5 mars 1937 devant le Parlement, le projet ne sera cependant jamais voté. Une seule loi, la prolongation de la scolarité obligatoire de 13 à 14 ans, est adoptée le 9 août 1936. Le bilan est toutefois bien plus important : pour surmonter les blocages corporatifs et législatifs, le ministre procède par décrets, arrêtés et circulaires et a recours à une démarche systématique d'expérimentations.

Coupage de presse et portraits de Jean Zay et du docteur Pierre Dézarnaulds, croqués par Georgette Daveline-Cogis à l'occasion de l'inauguration du musée de la Chasse de Gien, le 12 juillet 1936, fonds Marcel Legras
(Arch. dép. du Loiret, 416 J 17)

Portrait de Pierre Dézarnaulds, sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique, s.d
(Pierre Dézarnaulds médecin et homme politique (1879-1975), Gien, Imprimerie Jeanne d'Arc, 1985)
(Arch. dép. du Loiret, BH BR 12031)

Lettre de l'inspecteur d'académie au personnel enseignant, lui annonçant que la première visite du ministre de l'Éducation nationale dans le Loiret lui est dédiée, 12 juin 1936
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25723)

Lettre de M. Poulin, directeur du Cercle Gambetta au préfet du Loiret, lui annonçant la tenue d'une conférence par le ministre de l'Éducation nationale, 11 janvier 1937
(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25723)

Devenu ministre, Jean Zay parvient à maintenir son enracinement politique local, qui persistera au-delà de la dislocation du Front populaire. Dès le 14 juin 1936, il « manifeste le désir bienveillant et délicat de consacrer sa première visite dans le Loiret au personnel enseignant ». En janvier 1937, il prononce une communication sur Emile Zola lors d'une conférence organisée par le Cercle Gambetta à Orléans. Il est également présent à Gien le 12 juillet 1936 lors de l'inauguration du nouveau « Réservoir des Eaux », de la crèche pouponnière et du musée de la Chasse installé dans le château. A l'issue des inaugurations, lors du déjeuner, Mme Daveline-Cogis, artiste peintre, en profite pour réaliser quelques croquis au dos des menus présentés sur les tables. On retrouve le croquis de Jean Zay mais aussi celui de Pierre Dézarnaulds, médecin, maire de Gien et conseiller général du canton de Châtillon-sur-Loire, sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique du 4 juin 1936 au 22 juin 1937.

Le Loiret, terrain d'innovations scolaires



Le Loiret, terrain d'innovations scolaires

Jean Zay est ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts durant 40 mois sous 5 gouvernements successifs, de juin 1936 à septembre 1939. Doué d'une grande puissance de travail il s'entoure de collaborateurs comme Marcel Abraham, ancien professeur au Lycée Pothier. À son apogée, en 1937, il a sous sa responsabilité les domaines de l'Éducation nationale, des Beaux-Arts, de la Recherche, des Sports et des Loisirs, dans un grand ministère avec 3 sous-secrétaires d'État.

Pour faire face à la crise du système éducatif, Jean Zay conçoit rapidement un vaste plan de réforme générale de l'enseignement. Il élabore ainsi un projet simple et cohérent qui organise la scolarité en degrés successifs. Déposé le 5 mars 1937 devant le Parlement, il ne sera cependant jamais voté. Une seule loi, la prolongation de la scolarité obligatoire de 13 à 14 ans, est adoptée le 9 août 1936. Le bilan est toutefois bien plus important : pour surmonter les blocages corporatifs et législatifs, le ministre procède par décrets, arrêtés et circulaires et a recours à une démarche systématique d'expérimentations.

Jean Zay souhaite que les enfants trouvent à l'école de bonnes conditions de travail. Il lance un programme ambitieux de constructions scolaires et crée de nombreux postes de professeurs, ce qui permet de dédoubler les classes de plus de 35 élèves. On le voit promouvoir une pédagogie basée sur l'ouverture sur la vie, l'éducation physique obligatoire, les activités dirigées, mais aussi s'intéresser à un suivi médical personnalisé, à l'hygiène, à l'alimentation.



Le département du Loiret est choisi, avec l'Aude et la Meurthe-et-Moselle, pour être le terrain de deux grandes expériences pédagogiques : l'introduction de l'éducation physique obligatoire à l'école primaire et l'organisation des classes d'orientation en sixième. Les cantines scolaires et l'inspection médicale dans les écoles bénéficient également d'efforts particuliers.

Maurice Béraud, instituteur d'origine montargoise, relate dans un livret les leçons d'éducation physique en 1936 à l'école de garçons des Aydes (faubourg Bannier, Orléans) : ses nombreuses photographies témoignent de l'expérience de la demi-journée de plein air et de l'initiation des jeunes aux sports.

Alors que le Front Populaire crée pour les adultes les congés payés et le tourisme populaire. Il encourage, en faveur des enfants, le développement des colonies de vacances, des œuvres post-scolaires et des gardiennages laïques dont les plus grandes manifestations sont les Fêtes de la Jeunesse...



1- Education physique obligatoire

Souhaitant introduire des heures obligatoires d'éducation physique à l'école primaire, le ministre lance une expérimentation dans trois départements, le Loiret, l'Aude et la Meurthe-et-Moselle. Il fait confiance aux compétences locales, leur laissant une grande marge de manœuvre. Très soutenue par le préfet et organisée dans les détails par l'inspecteur d'académie, l'expérience connaît dans le Loiret un succès qui dépasse leurs plus grandes espérances. La décision est prise de s'appuyer sur les instituteurs, qui connaissent les élèves et sont les mieux à même d'estimer les efforts que ces derniers sont capables de fournir.

Dès le mois d'octobre 1936, est publié un Bulletin spécial de l'instruction primaire, destiné à servir de manuel de base aux enseignants. Il contient l'ensemble des instructions conçues par le sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique, instructions dont l'inspecteur d'académie précise qu'elles sont nées dans le Loiret.

Celles-ci prévoient cinq heures d'éducation physique, que l'inspecteur d'académie conseille de répartir en une demi-heure quotidienne et une demi-journée de plein air plutôt qu'une heure par jour, qui risquerait d'être plus facilement négligée. A sa grande satisfaction, et bien qu'il ait craint une opposition du milieu rural, les enseignants optent en grande majorité pour cette solution.

Il devient « nécessaire d'acquérir en dehors et à proximité de l'agglomération un espace [...] aménagé judicieusement » occasion de « donner toute sa dignité à cet enseignement nouveau, et en quelques sortes y soumettre tout doucement les esprits ». Les instituteurs sont donc sollicités pour convaincre les maires d'installer des terrains adéquats, les maires recevant par ailleurs, dès le mois d'octobre, une circulaire à ce sujet.

Très vite, il apparaît nécessaire de conjuguer tous les apports financiers possibles : l'État promet une subvention proportionnelle à l'effort des communes, mais le Conseil général se voit lui aussi grandement sollicité devant l'afflux des demandes. L'inspecteur souligne dans son rapport que devant une « réussite qui dépassait l'espoir », c'est au total « une somme de 950 000 francs que le département du Loiret a consacré à l'expérience d'éducation physique ».

Aménagement de terrains de sports

Vitrine 1

Bulletin spécial de l'instruction primaire, tome XXXI, octobre 1936, n°5, Académie de Paris, département du Loiret
(Arch. dép. du Loiret, 3 T 65)

Le bulletin, en sus d'une des indications de leçons élaborées par le sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique, inclut la circulaire envoyée à tous les maires du Loiret pour les sensibiliser à l'expérience de l'éducation physique et les inciter à mettre à disposition des

écoles un terrain de jeux et d'exercices. Il incite aussi les instituteurs à user de persuasion auprès des maires afin d'obtenir une réponse favorable à l'achat de terrain et de matériel d'éducation physique.

Demandes de subvention de projet d'« organisation de l'éducation physique scolaire » adressés par les maires à la préfecture, 1936-1937
(Arch. dép. du Loiret, 3 T 65)

Dans son rapport final sur l'organisation de l'éducation physique, l'inspecteur d'académie se félicite d'une « réussite qui dépassait l'espoir » et cite les chiffres de 334 réponses positives de maires, pour 339 communes, donnant lieu à 327 demandes de subvention.

Sur chevalet

Projet d'aménagement du terrain d'éducation physique scolaire de La Ferté-Saint-Aubin, plan aquarellé, 7 avril 1937
(Archives communales de La Ferté-Saint-Aubin, fonds déposé, 418 O-SUPPL 11 M/36)

La commune présente un projet ambitieux et exemplaire, dont le schéma sera repris dans le bilan de l'expérience publié en 1938 par l'inspecteur d'académie.

Plan et élévation d'un bâtiment à usage de gymnastique, plan aquarellé, 7 avril 1937
(Archives communales de La Ferté-Saint-Aubin, fonds déposé, 418 O-SUPPL 11 M/36)

Il s'agit du bâtiment dénommé « hangar » dans le projet d'aménagement.

Vitrine 2

Devis du projet de la commune de la Ferté-Saint-Aubin, 1936
(Archives communales de la Ferté-Saint-Aubin, fonds déposé, 418 O-SUPPL 11 M 36)

Lettre du sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique accordant un supplément de 12.500 frs à la subvention de 62.500 frs déjà accordée, 3 juin 1937
(Archives communales de la Ferté-Saint-Aubin, fonds déposé, 418 O-SUPPL 11 M 36)

Aménagement d'un terrain d'éducation physique avec abri et WC à Marcilly-en-Villette, devis estimatif, 5 janvier 1938
(Archives communales de Marcilly-en-Villette, fonds déposé, 477 O-SUPPL 11 M 9)

Devis des « Galeries orléanaises » pour l'achat de matériel de sports à Chanteau, 11 décembre 1936
(Archives communales de Chanteau, fonds déposé, 359 O-SUPPL 11 M 6)

Subvention pour l'aménagement d'un terrain d'éducation physique à Saint-Jean-de-Braye : lettre de Pierre Dézarnaulds, sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique au ministre Jean Zay, 20 mars 1937

(Archives communales de Saint-Jean-de-Braye, fonds déposé, 492 O-SUPPL 11 M 44)

Lettre du maire de Saint-Jean-de-Braye au préfet du Loiret relatif à l'ajournement du projet de terrain de sports en raison de la guerre, 6 juin 1942

(Archives communales de Saint-Jean-de-Braye, fonds déposé, 492 O-SUPPL 11 M 44)

Un certain nombre de projets nécessitant des travaux importants ne pourront voir le jour en raison de la déclaration de guerre. C'est le cas de celui de Saint-de-Braye, qui sera cependant relancé dès 1946.

Projet de Marigny-les-Usages, 1936-1937

(Archives communales de Marigny-les-Usages, fonds déposé, 408 O-SUPPL 11M 1)

La commune de Marigny-les-Usages a opté pour un projet modeste mais qui, de ce fait, a pu aboutir dès avant la guerre. Dans le parc, des arbres sont dessouchés et le terrain nivelé. Une clôture est posée, munie de portes en chêne. Selon les préconisations du sous-secrétaire d'État, de simples bancs sont commandés pour les exercices à la barre, ainsi qu'un portique, des balles, cordes etc. Le coût est modéré et la subvention rapidement accordée.

Lettre du directeur départemental de l'éducation générale et des sports au maire de Marcilly-en-Villette, 27 mars 1942

(Archives communales de Marcilly-en-Villette, fonds déposé, 477 O-SUPPL 11 M 9)

Sous le gouvernement de Vichy, l'éducation physique devient un élément essentiel de l'enseignement, afin de régénérer la Nation supposée décadente par une rénovation physique.

Lors d'une inspection diligentée par la direction départementale en mars 1942, le terrain d'éducation physique de Marcilly-en-Villette, aménagé selon le projet de 1936, est jugé trop exigü. « Au moment où on constate une déficience de notre race et où le gouvernement met tout en œuvre pour développer la pratique de l'éducation physique, il importe que chaque commune mette à la disposition des scolaires tous les moyens pour l'exécution des programmes de l'éducation générale ». Un autre courrier, reçu quinze jours plus tard, annonce qu' « une loi actuellement à l'étude obligera les municipalités à ménager un terrain qui réponde aux directives du gouvernement ».

Plan du terrain d'éducation physique projeté par la commune de La Ferté-Saint-Aubin, dressé par l'architecte R. Poulain, à Paris, le 1er février 1941

(Archives communales de la Ferté-Saint-Aubin, fonds déposé, 418 O-SUPPL 11 M 36)

Le terrain aménagé par la commune de la Ferté-Saint-Aubin sous le ministère de Jean Zay va servir à l'accueil de réfugiés dans les premiers mois de la Seconde guerre mondiale durant

l'Exode. Il est rapidement endommagé. Avec la réfection du terrain est aussi envisagé le doublement de la surface et sa complète réorganisation. On reconnaît sur le plan, en bas à gauche, la salle de gymnastique construite en 1937, dénommée « gymnase existant » sur ce projet.

Lettre du maire de Chanteau, 11 mai 1939

(Archives communales de Chanteau, fonds déposé, 359 O-SUPPL 11 M 6)

Dans son rapport final, l'inspecteur académique cite les communes rurales comme étant plus réticentes au projet car les enfants y vivent déjà au grand air. C'est l'argumentation donnée par le maire de Chanteau qui renonce à la subvention modeste qu'il avait demandée pour sa « petite commune rurale et forestière » « où la vie constante des enfants en plein air, dans les bois et les champs leur procure la meilleure, la plus normale et la plus économique des éducations physiques ».

L'exemple de l'école des Aydes à Orléans

Vitrine 3

Cahier de Maurice Béraud, directeur de l'école des Aydes, « L'éducation physique à l'école Primaire - Projet Jean Zay - 1936 », 1969

(Arch. dép. du Loiret, 510 J 11)

Maurice Béraud est directeur de l'école des Aydes, 449 faubourg Bannier à Orléans. Il a à son actif une grande expérience de la pratique et de l'enseignement du sport : dès 1917, au front, il est nommé officier chargé des sports au 82ème Régiment d'Infanterie. De retour à Montargis, il rédige un rapport en vue de la création d'un stade municipal en forêt, stade auquel son nom sera donné en 1947. Il est plusieurs fois récompensé au niveau national par l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire.

Bien qu'en fin de carrière en 1936-1937, il est donc particulièrement intéressé par l'expérimentation proposée par Jean Zay, qu'il contribue à documenter par ses photographies prises sur le vif. Des années plus tard, à l'occasion de ses 80 ans, il rassemble dans ce cahier ses souvenirs de l'« expérience Jean Zay ».

Maurice Béraud et ses élèves, photographie, 1937

(Arch. dép. du Loiret, 510 J 11)

Livret de souvenirs de Maurice Béraud, photographies du stade auquel son nom est donné en 1947

(Arch. dép. du Loiret, 510 J 7)

Cursus sportif de Maurice Béraud, extrait de son dossier d'instituteur, 1942

(Arch. dép. du Loiret, 197 W 44858)

Rapport d'inspection, extrait de son dossier d'instituteur, 1937
(Arch. dép. du Loiret, 197 W 44858)

« La marche en flexion avant », extrait du cahier de Maurice Béraud « L'éducation physique à l'école Primaire- Projet Jean Zay – 1936 » [1936-1937]
(Arch. dép. du Loiret, 197 W 44858)

« Les exercices de quadrupédie », extrait du cahier de Maurice Béraud « L'éducation physique à l'école Primaire- Projet Jean Zay – 1936 » [1936-1937]
(Arch. dép. du Loiret, 197 W 44858)

Portrait de Bernard Toulet, professeur d'éducation physique d'école normale
(Collection privée, cliché-document 24796)

Sur chevalet

Montage photographique

- Croquis du stade municipal de la ville d'Orléans, le stade de la Vallée. Extrait du rapport sur l'éducation physique présenté par le ministre Jean Zay en 1938.

Les lieux où pratiquer les exercices selon la méthode d'entraînement du corps développée par Georges Hébert, dite hébertisme, y sont localisés.

- Clichés pris par Maurice Béraud en 1936-1939.
(Arch. dép. du Loiret, BH Br 10399 et 510 J 11)

Bulletin spécial de l'instruction primaire, tome XXXI, octobre 36, n°5, Académie de Paris, département du Loiret. (Copie)
(Arch. dép. du Loiret 3 T 65)

Ce bulletin comprend « une énumération abondante et variée de jeux et d'exercices » et préconise une leçon ainsi conçue :

- 1° une mise en train selon la méthode française un peu simplifiée ;
- 2° la leçon proprement dite calquée sur le système Hébert mais suivie d'un jeu ;
- 3° Le retour au calme [souvent une marche cadencée accompagnée de chant].

La « méthode française » est celle décrite dans le manuel publié par l'école normale militaire de gymnastique (1919-1924). Elle veut concilier les différents points de vue existants en France à l'époque :

- Une conception du sport liée à l'enseignement militaire, qui a évolué, puisque depuis 1926 seule l'instruction publique a la charge de l'enseignement du sport à l'école.

- Une conception plus médicale, aux visées hygiénistes, telles que la lutte contre le surmenage, l'encouragement des activités de plein air, la préconisation d'un suivi sanitaire. Elle est parfois axée sur la compétition et la performance.

- Enfin, une autre méthode, développée par Georges Hébert à partir de 1912, qui réagit à celle prônée par les médecins, susceptible d'entraîner un développement musculaire peu

harmonieux par une trop grande spécialisation des exercices. La méthode d'Hébert se base sur des mouvements naturels et utilitaires de l'être humain, pratiqués par groupes en « vagues » successives selon dix familles d'exercices, lesquels alternent avec des jeux collectifs.

On trouve ces dix groupes d'exercices reportés et localisés sur un croquis du stade de la Vallée dans le rapport sur « l'expérience départementale du Loiret 1936-1937 » publié dans les cahiers de pédagogie moderne en 1938 :

la marche, la course, le saut, la quadrupédie, le grimper, l'équilibre, le lancer, le lever, l'attaque-défense et la natation.

2- Soutien à la création de cantines

A l'origine, les cantines scolaires sont créées dans les communes, comme à Orléans dès 1911, principalement dans le but de maintenir les enfants sous surveillance plutôt que de les laisser errer dans les rues à l'heure de midi. Cependant, une enquête menée en 1936 révèle qu'un grand nombre d'écoliers souffrent de malnutrition. A cette date, 87 écoles communales du Loiret manquent encore de cantines, et les enfants trop éloignés pour rentrer chez eux à midi n'emportent qu'un repas sommaire (chocolat, sardines, charcuterie) sans pouvoir jamais manger chaud. Une impulsion nouvelle est donc donnée aux cantines et le ministère de l'Éducation nationale décide de faire du Loiret « un département modèle en la matière ».

Vitrine 1

Lettre du Préfet aux maires du Loiret, incitant à la création de cantines scolaire, 27 juillet 1936

(Archives communales d'Engenville, fonds déposé, 479 O-SUPPL 1 R/13)

Lettre de Mme la sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale au préfet du Loiret annonçant la décision du ministère de faire du Loiret un département modèle en matière de cantines scolaires, 1^{er} janvier 1937

(Arch. dép. du Loiret, 3 T 63)

Lettre du préfet au maire d'Engenville annonçant une subvention de 1000 francs accordée par Mme la sous-secrétaire d'État à l'Éducation Nationale pour l'installation de la cantine scolaire, 24 mars 1937

(Archives communales d'Engenville, fonds déposé, 479 O-SUPPL 1 R/13)

Sondage auprès des parents d'élèves de Chailly-en-Gâtinais au sujet de la création d'une cantine scolaire, vers 1939

(Archives communales de Chailly-en-Gâtinais, fonds déposé, 484 O-SUPPL 11 M/6)

Menu de la cantine de Chuelles, janvier 1938

(Arch. dép. du Loiret, 197 W 44765)

Vitrine 2

Affiche d'adjudication des travaux de construction d'une cantine scolaire à Sainte-Geneviève-des-Bois, 28 avril 1936

(Archives communales de Sainte-Geneviève-des-Bois, fonds déposé, 221 O-SUPPL 11 M/5)

Dossier de construction de la cantine scolaire de Sainte-Geneviève-des-Bois

(Archives communales de Sainte-Geneviève-des-Bois, fonds déposé, 221 O-SUPPL 11 M/5)

Plan de la cantine scolaire de Sainte-Geneviève-des-Bois, 1936

(Archives communales de Sainte-Geneviève-des-Bois, fonds déposé, 221 O-SUPPL 11 M/5)

Sur chevalet

Projet d'aménagement d'une cantine scolaire et d'un logement pour le garde-champêtre à Sandillon, plan aquarellé, 25 juillet 1939
(Archives communales de Sandillon, fonds déposé, 27 O-SUPPL 11 M/5)

3- Expérimentation de classes d'orientation

L'orientation, idée maîtresse de la réforme voulue par Jean Zay, est une des réalisations dont il est le plus fier. Il constate que « c'est le hasard qui oriente ou le préjugé de classe » et voit dans la création de classes de 6^e d'orientation, la possibilité de rationaliser celle-ci en plaçant les élèves sous le regard attentif d'enseignants formés à cela. Grâce à l'effectif réduit de ces classes (25 au plus), dont les enseignants doivent collaborer étroitement entre eux au moyen de conseils de classe fréquents, il devient plus facile de déterminer quels sont les intérêts de chaque élève, ses aptitudes ou son état de santé. Il ne s'agit pas de laisser les enfants décider, ni même de décider pour eux, mais de donner à leurs parents les indications qui leur permettront de faire un choix éclairé. Encore une fois, il faut expérimenter la classe d'orientation avant d'envisager sa systématisation. En 1937-1938, quarante-cinq centres sont choisis, dont le lycée Pothier et le lycée de jeunes filles d'Orléans.

Vitrine

Délibération du conseil général au sujet de la création d'un secrétariat départemental d'orientation professionnelle, 26 avril 1939.
(Arch. dép. du Loiret, 66W14403)

Sur chevalet

Compte-rendu du déroulement de la rentrée 1937-1938 dans deux établissements secondaires d'Orléans, Le Républicain de l'Orléanais et du Centre, 5 octobre 1937

[Montage photographique]

(Arch. dép. du Loiret, PR/R201)

Article sur la Réforme de l'enseignement et « l'importante expérience d'orientation scolaire à Orléans en octobre 1937 », Le Républicain de l'Orléanais et du Centre, 14 septembre 1937

(Arch. dép. du Loiret, PR/R201)

4- Activités post-scolaires

Le développement des colonies de vacances

Dans le souci d'accroître le bien-être des enfants, Jean Zay pousse au développement des colonies de vacances. Dans le Loiret, en 1936, il existe déjà une colonie de vacances financée par la ville de Montargis, installée à Salins-les-Bains (Fort Belin) dans le Jura, une autre est créée à Beaugency par l'« Œuvre universitaire des enfants du Loiret en vacances » et la construction d'une troisième est envisagée aux Sables d'Olonne. Jean Zay soutient le projet auprès du Conseil général, sollicité financièrement pour la construction d'un bâtiment moderne qui sera mis à disposition de l'Œuvre universitaire.

Sur chevalet

Projet de construction d'une école de plein air aux Sables-d'Olonne (avenue du Tanchet),
17 mars 1937
(Arch. dép. du Loiret, 1161W108853b)

Au mur

Jean Zay entouré d'enfants orléanais partant en colonies de vacances aux Sables-d'Olonne,
à la gare Montparnasse, juillet 1937
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Centre universitaire du département du Loiret, bâtiment des Sables d'Olonne, juin 1938
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Inauguration de la première colonie de vacances des enfants du Loiret aux Sables-d'Olonne
(Vendée), juillet 1936
(Archives Nationales, Papiers Jean Zay, 667 AP)

Vitrine

En tant que Ministre des Beaux-Arts, Jean Zay souhaite démocratiser l'accès à la culture en ouvrant les musées, les théâtres et en réformant le droit d'auteur... Il développe aussi la lecture publique en mettant en place les bibliobus. Celui du Loiret n'est créé qu'en 1955.

Buvard figurant la camionnette Citroën du premier Bibliobus du Loiret alors remisé rue Dupanloup à Orléans (Imprimerie industrielle Orléans), s.d.
(Collection Médiathèque départementale du Loiret)

Badge émaillé « le bibliobus vous accueille », s.d.
(Collection Médiathèque départementale du Loiret)

« Créé en 1955, le bibliobus du Loiret ne cesse d'accroître sa clientèle », article paru dans
La République du Centre, 3 décembre 1963
(Arch. dép. du Loiret, 214 W 47672)

Comédies et proverbes par Alfred de Musset - tome 1 - Illustrations de Pierre Leroy gravées sur bois en couleur par Roger Boyer, Edition Imprimatur, Paris-Nice 1950 - exemplaire d'artiste.

(Collection Médiathèque départementale du Loiret, (842 MUS)

Cet ouvrage porte le numéro 1 au Registre d'entrées du Bibliobus du Loiret ouvert le 16 septembre 1954

5- L'ouverture de l'école sur la vie

Dans l'instruction ministérielle du 20 septembre 1938, qui définit en détail les programmes scolaire de 1938, le ministre insiste sur le fait de proposer :

« (Des) exercices simples empruntés à la vie réelle et à l'activité scolaire. On recherchera les sujets d'observation ou d'imagination susceptibles d'émouvoir la sensibilité de l'enfant »,

« Un enseignement complet, c'est-à-dire une préparation directe aux tâches, aux devoirs, aux combats et aux joies aussi de la vie tout entière.

[...] Notre méthode est simple en vue de cette fin. Elle fait appel aux qualités même qu'on entend affirmer, et limite les programmes aux questions et aux exercices dont la pratique de la vie offre des exemples ou prouve l'utilité. »

Ainsi, tout doit partir de la vie, et c'est la vie qui doit fournir les exercices. Cette conception s'inspire des différents travaux pédagogiques menés en Europe depuis le début du XX^e siècle et rassemblés sous l'appellation d'Éducation nouvelle : ils prônent un apprentissage actif, un apprentissage par les sens, qui respecte le développement psychologique et physiologique de l'enfant. L'éducation physique, les travaux manuels et les « classes promenades » seront les enseignements les plus susceptibles de répondre à ces caractéristiques.

Certaines méthodes d'éducation nouvelle ont été introduites en France par Célestin Freinet, un instituteur de Provence. Il est, cependant, très controversé localement et ne peut poursuivre ses recherches qu'en prenant sa retraite de l'école publique pour ouvrir une école privée. Ses détracteurs sont sur le point de l'obliger à fermer lorsque le Front populaire arrive au pouvoir et que Jean Zay arrête la procédure. Freinet « passe du rang d'hérétique au rang de prophète », il est invité à donner des conférences et contribue ainsi à former plusieurs milliers d'instituteurs.

Dans le Loiret, l'instituteur Roger Gauthier est un fervent partisan de ses techniques, de l'imprimerie à l'école, de la correspondance interscolaire, des voyages de fin d'année. Il collabore plusieurs années aux expérimentations de Freinet et entretient une active correspondance avec lui.

Les voyages scolaires

Vitrine 1

Voyages scolaires de l'école de Solterre. Récit de la visite du zoo de Vincennes, 1939
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 22)

Déjà adepte de voyages scolaires depuis quelques années, l'instituteur emmène en 1939 ses classes au zoo de Vincennes. Cette sortie riche d'enseignement aboutit à la production d'une longue composition, énumérant les animaux rencontrés ainsi que leurs faits et gestes. Elle est agrémentée de quelques linoléum gravés et se conclut par cette docte réflexion : « On y apprend plus de choses en 1 heure qu'en 1 mois de classe » !

Photographie de la classe de Solterre, juillet 1939
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 18)

Les élèves de la classe de Solterre, auteurs des documents présentés dans les deux vitrines, sont photographiés au moment du 14 juillet avec bonnet phrygien et cocarde tricolore, devant le monument aux morts de la commune.

Les activités dirigées

Parmi les loisirs dirigés institués dans le programme de 1938, rebaptisés plus tard « activités dirigées » car le terme « loisir » lié à l'école avait suscité des critiques, se trouvent l'écriture libre et l'atelier d'imprimerie, l'écoute de la TSF, les classes-promenades, la correspondance interscolaire, la récolte de plantes médicinales, le travail manuel, le chant. Roger Gauthier y ajoute un intérêt particulier pour le folklore.

Cahier d'activités dirigées de l'école de Solterre, conservé par l'instituteur Roger Gauthier, « Les bois de Montgobert en automne », 1938-1939
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 22)

Parmi toutes les sorties organisées, on trouve une promenade en forêt suivie de travaux de dessin et de rédaction, une visite chez l'habitant « parce que plusieurs d'entre nous n'avaient jamais vu de vieilles cheminées ». Les récits permettent d'utiliser le vocabulaire acquis mais autorisent aussi le commentaire libre des élèves.

Les amusettes, journal mensuel édité par l'école de Solterre, janvier 1932
Roger Gauthier pratiquait déjà les écrits libres d'élèves imprimés ensuite à l'école pour stimuler leur effort de rédaction.
(Arch. dép. du Loiret, 46 J 22)

Vitrine 2

Cahier d'activités dirigées de l'école de Solterre, conservé par l'instituteur Roger Gauthier, « L'école d'aujourd'hui », « Le lino gravé » et « La radio scolaire », 1938-1939 (Arch. dép. du Loiret, 46 J 22)

Une composition de mai 1939, sous le titre « L'école d'aujourd'hui », permet de balayer l'ensemble des activités découvertes durant l'année. En bonne place, on y trouve l'éducation physique avec le plaisir des activités de plein air et la mention des fiches médicales individuelles.

L'activité du linoleum gravé est prisée par les élèves, leur instituteur a conservé plusieurs cahiers d'épreuves.

Demande de subvention des communes de Bou et de Cerdon pour l'acquisition d'un cinématographe scolaire, 1935 et 1938 (Arch. dép. du Loiret, 3 T 15)